

## [Le Commonwealth trahit ses valeurs, selon le chef de l'opposition rwandaise](#)

<https://www.smh.com.au/>

Par **Latika Bourke**

27 juin 2022 — 19h00

**Kigali:** La principale figure de l'opposition politique rwandaise, Victoire Ingabire, affirme que le Commonwealth a trahi ses propres valeurs, après avoir été empêchée d'assister au sommet des chefs de gouvernement à Kigali, et le président Paul Kagame a utilisé sa plateforme en tant qu'hôte du sommet pour lancer une attaque contre la presse mondiale pour avoir rapporté son point de vue.

Kagame et la chef controversée du Secrétariat du Commonwealth, la baronne travailliste Patricia Scotland, [qui a été reconduite de justesse](#), ont tous deux lancé des tirades contre les médias lorsqu'ils ont été interrogés sur leurs dossiers par un journaliste de la BBC lors de leur conférence de presse de fin de sommet.



*Victoire Ingabire, figure de proue de l'opposition rwandaise, à son domicile de Kigali, où elle vit sous surveillance. CRÉDIT: LATIKA BOURKE*

L'article 5 de la Charte du Commonwealth engage les États membres à soutenir la liberté des médias et l'expression politique.

Mais Ingabire, qui a été emprisonnée à son retour d'exil pour se présenter aux élections présidentielles de 2010 contre Kagame, a déclaré que les conditions des droits de l'homme au Rwanda n'avaient fait qu'empirer depuis son adhésion au Commonwealth en 2009.

"Certains pays ont dit que nous aiderions le Rwanda à changer, mais 12 ans plus tard, le Rwanda n'a pas changé, le Rwanda ne pratique aucune valeur fondamentale du Commonwealth et il a accueilli le CHOGM et a un président en exercice pour les prochaines années", a-t-elle déclaré. a déclaré, s'adressant exclusivement au *Sydney Morning Herald* et à *The Age* depuis son domicile à Kigali où elle vit sous une forme d'assignation à résidence et de surveillance constante du gouvernement.

« Maintenant, je demande pourquoi ce Commonwealth a ces valeurs si personne n'a à les pratiquer ?

« Ces valeurs n'ont aucun sens et ma question est de savoir quel est l'avantage pour les citoyens normaux des pays membres du Commonwealth ? Rien, rien", a-t-elle dit.

La Cour africaine des droits de l'homme et des peuples a conclu que le droit d'Ingabire à la liberté d'expression et à la défense avait été violé et, en 2018, a ordonné au Rwanda de lui verser des dizaines de millions de francs rwandais en réparation, mais le Rwanda refuse de reconnaître la décision.

Ingabire a postulé pour assister au CHOGM mais a été repoussé. On estime qu'environ 5 000 personnes y ont participé.

Le Secrétariat n'a pas répondu aux demandes de commentaires.

« Quel genre d'organisation peut faire quelque chose comme ça ? Une organisation qui parle de démocratie, d'État de droit, de liberté d'expression, mais vous ne pouvez pas y participer », a déclaré Ingabire.

Ingabire a été graciée de ses 15 ans de prison après huit ans en 2018, mais vit sous la surveillance constante du gouvernement.

Elle dit qu'un climat de dénonciation des voisins existe dans tout le Rwanda et que l'une des seules personnes en qui elle a confiance est une femme qu'elle a rencontrée en prison et qui a été emprisonnée pour avoir avorté.

« Les femmes peuvent dénoncer leurs maris, les enfants peuvent dénoncer leurs parents, vous ne comprenez pas comment ils ont détruit la société rwandaise.

"Vous ne pouvez faire confiance à personne."

Lorsque cette tête de mât s'est rendue chez elle, elle a souligné une voiture blanche garée au sommet d'une des célèbres collines de Kigali surplombant sa maison d'où elle a dit qu'elle et ses visiteurs étaient constamment surveillés.



*Cette voiture blanche est garée en permanence sur une colline surplombant la maison de victoire Ingabire, figure de proue de l'opposition rwandaise, à Kigali. CRÉDIT:LATIKA BOURKE*

Bien qu'elle ait été graciée, elle s'est vu refuser l'autorisation de quitter le pays à plusieurs reprises et n'a pas vu son mari malade aux Pays-Bas ni son fils depuis qu'elle est rentrée chez elle il y a 12 ans.

Quatre de ses associés ont été assassinés et quatre autres ont disparu. Les disparitions parrainées par l'État sont une marque de fabrique du régime de Kagame et avaient déjà été critiquées par le gouvernement australien, les Nations Unies et une série d'organisations de défense des droits de l'homme.

"Bien sûr, je m'inquiète pour ma propre vie, on ne sait jamais ce qui peut arriver, mais je sais que je dois aller de l'avant, je ne peux pas m'arrêter", a-t-elle déclaré.

Interrogé par un journaliste de la BBC sur le bilan de son gouvernement en matière de droits de l'homme lors de la conférence de presse de fin de sommet, Kagame s'est lancé dans une tirade de 26 minutes, affirmant qu'il n'avait besoin "d'aucune leçon de la BBC ou de qui que ce soit" et a critiqué les médias pour avoir interviewé Ingabire.

"Prenez un exemple qui fait toujours l'objet d'écrits et de personnes qui sont venues ici, même pendant ce CHOGM, vous rendez visite à cette femme appelée Ingabire - Victorie - que la BBC et d'autres [présentent toujours] comme le visage de l'opposition, c'est bien", il a dit.

Il a affirmé que personne dans la prison rwandaise n'était incarcéré injustement et qu'il y a des gens qui ne sont pas en prison mais qui devraient l'être, y compris Ingabire.

"Cette femme a été libérée de prison avant d'avoir purgé la totalité de sa peine", a-t-il déclaré.

« Certaines personnes décident de faire d'elle un ange pour la liberté et la démocratie, d'où cela vient-il ? Elle est là-bas, elle n'est pas en prison mais je dis qu'elle devrait être en prison si nous ne lui avions [pas] pardonné.

L'Écosse a félicité Kagame pour sa gestion du pays depuis le génocide et n'a fait aucune critique de son bilan en matière de droits de l'homme.

"Où se trouvait le Rwanda en 1994 et vous voyez où se trouve le Rwanda maintenant, c'est à couper le souffle", a-t-elle déclaré.

Interrogée par la BBC sur son refus de publier un rapport d'Ernst & Young examinant les finances du Secrétariat, elle aussi s'est hérissée.

"Il est profondément, profondément décevant que la BBC, qui a une réputation aussi remarquable, n'ait pas réussi à s'assurer suffisamment des faits", a-t-elle déclaré.

L'accueil du sommet par le Rwanda a mis l'engagement du Commonwealth en faveur des droits de l'homme sous les projecteurs, avec les anciennes colonies françaises du Gabon et du Togo, admises dans le groupe.

Mais l'Écosse a déclaré qu'aucun pays n'était parfait et que la paire était la bienvenue dans le Commonwealth.

"Il n'y a pas un seul pays auquel je puisse penser qui puisse honnêtement dire qu'il est sans erreur, qu'il a besoin d'améliorations ou d'opportunités de changement", a-t-elle déclaré.